

Le pouvoir d'achat des enseignants

La crainte des agences notation conduit le gouvernement à un plan de rigueur sans précédent. Emplois supprimés, salaires bloqués... les fonctionnaires en font les frais alors que les plus hauts revenus sont épargnés. Le métier d'enseignant n'attire plus comme l'ont montré les récents résultats des concours.

Nos salaires en chiffres



La majorité des nouveaux enseignants et CPE recrutés à master 2 perçoivent 1524 € nets en débutant. Il faut en moyenne treize ans pour atteindre le 8ème échelon.

A ce stade, à la rentrée 2011, un enseignant perçoit 1974 € nets, soit moins qu'un an plus tôt du fait de l'augmentation des prélèvements sociaux... Un collègue qui arrivait à cet échelon à la rentrée 2000 percevait 1843 € Ramenés en euros 2011, son salaire était de 2203 € soit plus de 220 € de plus.

La situation est critique : plus de 10% de baisse pour les salaires, rognés par l'inflation, augmentation des prélèvements et blocage salarial imposé par le gouvernement !

Oubliés les engagements du Président de la République dans sa Lettre aux éducateurs, oubliés les propos du ministre qui déclarait « injustes, injustifiés, injustifiables » les écarts de salaire entre les enseignants français et leurs homologues européens... Jusqu'au Conseil d'analyse stratégique, placé auprès du Premier ministre, qui relevait dans son Tableau de bord de l'emploi public la faiblesse de la rémunération des enseignants...

Des situations scandaleuses

Qui accepterait de devoir payer pour travailler ? C'est pourtant le lot commun de nombreux enseignants.

Les frais de déplacements professionnels sont réglementairement remboursés sur la base d'un barème spécifique de 40% inférieur à celui retenu par les impôts. Il n'a pas été revalorisé depuis 2006, le carburant a augmenté de plus de 20% depuis.

Malgré cette situation inique, les administrations déploient des trésors d'ingéniosité pour minorer ou refuser les paiements auxquels elles sont astreintes. Le SE-Unsa ne laissera pas perdurer ces situations.

Le SE-Unsa interpelle le Président de la République

En 2007, dans sa Lettre aux éducateurs, Nicolas SARKOZY s'était pourtant engagé sur le terrain de la revalorisation en ces termes : « J'ai bien conscience que votre statut social, votre pouvoir d'achat se sont dégradés au fur et à mesure que votre tâche devenait plus lourde, vos conditions de travail plus éprouvantes. La Nation vous doit une reconnaissance plus grande, de meilleures perspectives de carrière, un meilleur niveau de vie, de meilleures conditions de travail ».

Pour lui rappeler ses engagements, le SE-Unsa lance une campagne d'interpellation sous la forme d'un carnet de bons à lui adresser : essence, logement, frais de garde des enfants, équipement professionnel... Nous exigeons une véritable reconnaissance salariale !

